Mopti : L'Union européenne réaffirme son engagement aux côtés du Mali dans la sécurité et la justice

MALI
2014
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Les Afriques de l'électricité : Le solaire face à la fracture électrique



Une première au Mali :La séparation réussie de bébés siamois



Développement : Le PNUD et l'Inde veulent renforcer leur partenariat au Mali

Sommaire







UNE /

Les Afriques de l'électricité : Le solaire face à la fracture électrique — P 04

BRÈVES /

Sénégal : Le Qatar s'intéresse aux hydrocarbures, aux mines et à la sécurité alimentaire — P 20

Mauritanie : 17 personnes interpellées près de la frontière malienne, dont Sanda Ould Bouamama — P 20

Sénégal : Pape Alé Niang appelle à sortir de la « campagne politique permanente » — P 21

Mopti : La société civile veut renforcer son rôle dans la gouvernance du secteur de la sécurité — P 22

ACTUALITÉ /

Mopti : L'Union européenne réaffirme son engagement aux côtés du Mali dans la sécurité et la justice — P 24

Une première au Mali : La séparation réussie de bébés siamois — P 26

POLITIQUE /

Mopti : L'Union européenne réaffirme son engagement aux côtés du Mali dans la sécurité et la justice — P 28

Développement : Le PNUD et l'Inde veulent renforcer leur partenariat au Mali — P 30

CULTURE & SOCIETÉ /

Développement du secteur de l'artisanatAssimi Goïta, un « Champion » attendu sur le terrain — P 33

INTERNATIONAL /

Guinée : Le gouvernement accélère la modernisation des ports et débarcadères de pêche — P 35

2e Congrès international des soins de santé primaire : À Arusha, l'Afrique plaide pour des systèmes de santé plus forts et plus souverains — P 36

SPORT /

TOURNOI VACANCES FOOT-FEMAFOOT 2026 : Près de 2 000 jeunes à la conquête des talents de demain — P 38

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Les Afriques de l'électricité : Le solaire face à la fracture électrique



L'Afrique et l'Europe vues de nuit. Composite satellitaire Black Marble, NASA Earth Observatory.

Les Afriques de l'électricité : Le solaire face à la fracture électrique

Vue de nuit, la Terre semble distribuer les chances. L'Europe dessine un tissu serré de lumières ; l'Afrique laisse apparaître de vastes espaces obscurs, entre des villes brillantes, le ruban du Nil et les foyers industriels du Sud. La densité de population explique une partie du contraste. Le reste renvoie à une inégalité fondamentale : la possibilité de produire, de se soigner et de travailler à l'heure choisie.

Par Dr. Hamed Sow

Pour mesurer l'ampleur de la fracture électrique, commençons par les ordres de grandeur. Dans la série internationale Ember, l'Afrique totalise 267,7 gigawatts de puissance électrique installée en 2024, toutes sources confondues. La Belgique en compte 27,4. Un continent d'environ 1,5 milliard d'habitants dispose ainsi d'un parc à peine dix fois supérieur à celui d'un pays de 11,9 millions d'habitants. Rapporté à la population, cela représente environ 180 watts par Africain, contre 2 310 watts par Belge, soit un rapport d'environ un à treize. Ces watts ne sont pas tous disponibles à chaque instant : une machine arrêtée figure encore dans la puissance installée.

Le rapprochement avec l'économie numérique est tout aussi saisissant. Microsoft indique avoir ajouté plus de 2 GW de capacité à ses centres de données pendant son exercice 2025. Ce seul ajout dépasse la totalité du parc électrique recensé dans chacun de 35 pays africains. Il faut comparer avec discernement : les centres de données consomment de l'électricité, les centrales en produisent ; ce chiffre est un accroissement annuel de capacité, pas le total mondial de Microsoft. Il révèle néanmoins la distance entre deux pouvoirs d'investir. Des entreprises peuvent mobiliser, pour étendre leur infrastructure informatique, une puissance que des nations entières peinent encore à réunir.

La moyenne africaine masque une seconde fracture. Avec respectivement 65,84 GW et 61,93 GW, l'Afrique du Sud et l'Égypte concentrent, à elles seules, près de 48 % du parc continental recensé. À l'autre extrémité, certains pays voient leur puissance électrique se compter en dizaines de mégawatts.

Plus grands parcs en 2024	Petits parcs recensés dans cette série
Afrique du Sud — 65,84 GW	Comores — 20 MW (2023)
Égypte — 61,93 GW	Guinée-Bissau — 30 MW (2024)
Algérie — 27,99 GW	São Tomé-et-Príncipe — 30 MW (2023)
Nigeria — 15,40 GW	Lesotho — 110 MW (2024)
Libye — 14,28 GW	Somalie — 110 MW (2024)

Puissances nominales recensées par Ember, toutes sources. Les installations décentralisées peuvent être incomplètement comptabilisées. Ces valeurs ne mesurent ni les importations ni la disponibilité du courant.

Cette géographie interdit une ordonnance unique. Renforcer un grand réseau industriel, sécuriser une capitale soumise aux délestages et alimenter un village isolé sont des problèmes différents. Même la puissance installée ne suffit pas à les décrire. Il faut savoir combien d'heures le courant arrive, quelle machine il peut faire tourner et quel revenu permet de le payer.

Cette géographie inégale est le terrain de Mission 300, l'initiative par laquelle le Groupe de la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement veulent donner sur le continent un premier accès à l'électricité à 300 millions de personnes d'ici 2030. Le chiffre fixe une échelle d'action ; il ne dit encore ni la qualité du courant fourni ni ce qu'un ménage pourra en faire.

Ce que la panne retire au travail

Prenons deux scènes du quotidien. À Rabat, l'électricité se fait oublier : le repas se prépare, un enfant révise, le réfrigérateur conserve les aliments. La vie familiale suit son cours sans dépendre des heures de disponibilité du réseau. À Bamako, une couturière calcule ce qu'elle pourra terminer avant la coupure. Elle a une cliente, une commande et le savoir-faire. Ce qui lui manque est la certitude de pouvoir utiliser sa machine et son fer à repasser.

La différence dépasse le confort. La couturière peut perdre une livraison, puis la confiance d'une cliente. Si elle achète un groupe électrogène, elle immobilise l'argent qui aurait pu financer du tissu ou un second poste de travail. Si elle attend, elle reporte la perte sur son revenu. Une famille mieux dotée s'offre une batterie ; une autre réduit ses usages. La pénurie prélève ainsi une contribution très inégale, que la facture officielle ne montre pas.

Au Mali les causes de la crise sont connues

Pour avoir eu la responsabilité de ce secteur, je sais que la crise malienne n'est ni une énigme technique ni une fatalité sahélienne. Elle résulte de cinq déséquilibres connus qui, faute d'avoir été corrigés ensemble, se renforcent désormais les uns les autres.

Le premier est l'écart entre la demande et l'offre. La demande d'électricité a augmenté de plus de 20 % au cours de la phase récente d'expansion, portée par la croissance urbaine, les nouveaux raccordements et la multiplication des usages. La puissance réellement disponible n'a pas progressé au même rythme. Une centrale inscrite dans les statistiques ne fournit rien à l'heure de pointe si elle manque de combustible, si sa révision est différée ou si le réseau ne peut pas évacuer sa production.

Le deuxième déséquilibre vient de la composition du parc. La part relative de l'hydroélectricité a reculé au profit du thermique, alimenté au fioul importé, qui représente environ les deux tiers des capacités mobilisables. Le mix de l'énergie effectivement livrée en 2024 semble montrer le mouvement inverse, avec 56,9 % d'hydraulique et 31,7 % de thermique. Il ne décrit pas une transition réussie : la production thermique avait chuté de 60 % faute de moyens pour acheter le combustible. La pénurie a modifié le mix statistique en supprimant de la production. Elle n'a pas remplacé le fioul par une énergie moins chère.

Cette dépendance est devenue plus dangereuse avec l'insécurité. Lorsque les groupes thermiques fournissent l'essentiel de la puissance d'appoint, la continuité électrique dépend de centaines de citernes qui doivent franchir des corridors exposés. Le kilowattheure malien se joue alors autant sur la route que dans la centrale. En 2024, EDM estimait à 500 millions de litres le combustible nécessaire pour satisfaire entièrement la demande, pour un coût de 309 milliards de francs CFA, avant même les lubrifiants, les pièces et la maintenance.

Le troisième déséquilibre est celui du réseau. Selon les tronçons et les périmètres de calcul, l'addition des pertes techniques, des fraudes et de l'énergie non facturée peut dépasser 30 %. À ce niveau, il faut injecter plus de 140 kilowattheures pour en vendre 100. Les lignes et les transformateurs surchargés aggravent le délestage et renchérissent chaque unité livrée. L'axe de Manantali ajoute un risque particulier. En 2025, les arriérés reconnus envers la SOGEM et la SEMAF dépassaient 55 milliards de francs CFA. Faute de règlements réguliers, l'entretien des ouvrages hydroélectriques et du réseau à haute tension est fragilisé. Le Mali risque ainsi de perdre une partie de son électricité la moins coûteuse pour n'avoir pas financé la préservation de l'outil qui la transporte.

Le quatrième déséquilibre est financier. EDM vend structurellement le kilowattheure au-dessous de son coût complet. L'État fixe le tarif et promet de compenser l'écart, mais les retards de compensation et les factures publiques impayées privent l'entreprise de la trésorerie nécessaire au combustible et à la maintenance. Les comptes de 2024 enregistrent 60 milliards de francs CFA de subvention d'exploitation, 41,5 milliards de créances sur les administrations et 27,8 milliards de charges de personnel. Avec 2 459 agents actifs, la question n'est pas de désigner le personnel comme responsable de la crise. Elle est de vérifier que les effectifs, les compétences et les charges fixes correspondent aux métiers dont le réseau a réellement besoin.

Le cinquième choc est l'arrêt de fait de l'approvisionnement ivoirien, après un effondrement des volumes. Le Mali avait importé 496,7 GWh de Côte d'Ivoire en 2022 ; EDM n'en a comptabilisé que 111,4 GWh en 2024, soit près de 80 % de moins ; les flux ont ensuite cessé d'apporter un volume significatif. L'interconnexion apportait une énergie sensiblement moins coûteuse et moins exposée que le fioul transporté par camion. La perdre au moment même où les centrales thermiques manquaient de combustible a transformé plusieurs fragilités en crise générale.

Les décisions qui peuvent rétablir le service

La sortie de crise doit avancer sur deux horizons. Dans l'urgence, il faut sécuriser les kilowattheures déjà disponibles, réduire les pertes et restaurer la capacité financière et technique d'EDM. Dans le même temps, le Mali doit construire une nouvelle offre dominée par le solaire. Une centrale supplémentaire ne réglera rien si elle entre dans un système qui ne paie pas ses fournisseurs et diffère l'entretien de ses lignes ; mais le redressement d'EDM ne suffira pas davantage si la demande continue de croître sans nouvelles capacités moins coûteuses.

En urgence, l'État et EDM devraient cantonner le paiement des factures courantes de l'OMVS et convenir avec la SOGEM et la SEMAF d'un échéancier crédible pour les arriérés. La reprise de la fourniture ivoirienne doit être négociée au niveau des États et adossée à un mécanisme de paiement qui ne dépende pas des tensions

quotidiennes de trésorerie d'EDM. Les futures interconnexions avec la Guinée et la Mauritanie devront diversifier cette assurance régionale. Pendant la transition, le thermique sera réduit mais restera nécessaire. Dans cette période, un stock de sécurité couvrant les centrales prioritaires, audité et réparti sur plusieurs sites, doit être constitué avant la saison de pointe ; les contrats d'approvisionnement doivent aussi diversifier les corridors d'entrée. Il ne faut plus faire reposer le socle du système sur une succession de convois vulnérables.

La réduction des pertes constitue le moyen le plus rapide de récupérer de l'électricité. Il faut mesurer l'énergie à chaque point d'injection, poste et départ, établir un bilan par ligne, sécuriser les compteurs des grands clients et traiter d'abord les transformateurs et tronçons responsables des pertes les plus élevées. Le programme Yelen Sira vise déjà à ramener les pertes du réseau principal de transport de Bamako de 8,5 % à 4,5 % d'ici 2028. La même discipline doit s'appliquer à la distribution, à la fraude et au recouvrement, avec des objectifs annuels rendus publics.

Pour le Mali, pour le Sahel et pour une grande partie de l'Afrique ensoleillée, le cap doit être celui du tout solaire. Cela ne signifie pas que des panneaux suffiront seuls à alimenter le réseau à chaque heure. Cela signifie que le solaire doit fournir l'essentiel des nouvelles capacités et devenir l'ossature du système ; les batteries déplacent une partie de l'énergie vers le soir, l'hydroélectricité et les interconnexions assurent l'équilibre, tandis que le thermique est progressivement ramené à l'appoint et à l'urgence. Continuer à fonder la production sur du fioul importé et transporté par camion serait un contresens économique et stratégique dans une région aussi ensoleillée.

Le Mali ne part pas de zéro. La centrale de Kita, d'une puissance de 50 MW, est en exploitation commerciale. Les trois grands projets lancés en 2024 représentent ensemble 400 MWc : Sanankoroba, 200 MWc avec un stockage annoncé de 20 MWh ; Safo, 100 MWc avec 50 MWh de stockage ; et Tiakadougou-Dialakoro, 100 MWc prévus en deux tranches de 50 MWc. Ces puissances sont celles des projets annoncés. Elles ne deviennent une offre disponible qu'après l'achèvement des travaux, le raccordement et les essais d'injection sur le réseau.

Le portefeuille continue de s'élargir. Le projet de Fana prévoit 100 MWc et 50 MWh de stockage. En juin 2026, la BOAD a approuvé 44,368 milliards de francs CFA pour financer Tièguila : 50 MWc accompagnés d'un stockage de 25 MW pour 50 MWh. Ce dernier projet montre la voie à suivre : ne plus financer séparément le panneau, la batterie et l'évacuation de l'électricité, mais concevoir dès l'origine un ouvrage capable de rendre un véritable service au réseau. Les grandes centrales doivent être complétées par des mini-réseaux et des installations solaires sur les bâtiments publics, les entreprises et les exploitations agricoles.

L'enjeu n'est donc plus de multiplier les premières pierres. Pour chaque centrale, l'État devrait publier la puissance de la première tranche, la capacité de stockage, le prix du contrat d'achat, la clôture du financement, le calendrier de raccordement, l'avancement physique et la date réaliste de mise en service. Les tranches futures devraient être attribuées par concurrence et dimensionnées selon la capacité réelle du réseau. Le tout solaire ne deviendra une politique énergétique que lorsque les mégawatts annoncés seront des kilowattheures livrés, payés et disponibles après le coucher du soleil.

Le redressement financier exige enfin un choix explicite : la part du coût que le tarif ne couvre pas doit être payée par le budget, intégralement et à temps. Une hausse brutale serait socialement insoutenable. Il faut protéger une première tranche de consommation essentielle, rapprocher progressivement les autres tarifs de leur coût, budgéter la compensation et la verser chaque mois. Les administrations doivent payer leur propre consommation. En parallèle, un audit des fonctions et des compétences doit

permettre de geler les recrutements non prioritaires, de redéployer et former les agents vers l'exploitation, la maintenance, le comptage et le recouvrement, puis de réduire les sureffectifs par les départs naturels. Cette méthode protège les agents dont la société a besoin tout en rétablissant une exigence de productivité.

Un contrat de performance entre l'État et EDM devrait publier chaque trimestre quelques données simples : énergie livrée, heures de service, durée des interruptions, pertes, taux de recouvrement, stock de combustible, compensations dues et arriérés envers les producteurs. Mission 300 peut financer une partie de cette transformation, mais elle ne doit pas compter seulement les nouveaux branchements. Ajouter des abonnés à un réseau incapable de servir les clients existants déplacerait la pénurie. Au Mali, l'accès commence par le rétablissement d'un service prévisible.

L'expérience sud-africaine rappelle, inversement, que la dégradation n'est pas irréversible. Début septembre 2026, Eskom fait état d'une disponibilité moyenne de son parc de 67,79 % depuis avril, contre 61,3 % sur la période comparable de 2025. L'amélioration de l'exploitation et de la maintenance apporte une réponse concrète. Réparer l'existant peut rendre de la puissance au pays avant l'achèvement d'une nouvelle centrale, même si cela offre moins d'occasions d'inaugurer.

Les clients solvables et le réseau commun

Le solaire transforme les possibilités de sortie de crise. Une entreprise peut produire sur son toit, installer des batteries ou acheter à un producteur indépendant. Un ménage équipé retrouve une partie de son autonomie. Ces initiatives réduisent la demande sur un système sous tension et peuvent remplacer du combustible importé. Les freiner pour protéger les ventes d'une compagnie serait une erreur.

Mais leur multiplication modifie l'économie du réseau. Une grande partie des coûts des lignes, des transformateurs et des équipes d'intervention demeure, même lorsque les ventes de kilowattheures diminuent. Si les entreprises et les ménages qui payaient régulièrement leurs factures réduisent fortement leurs achats, ces coûts doivent être répartis entre moins de recettes. Les clients restants peuvent subir des hausses, ou l'entretien peut être sacrifié. Le risque dépend de la structure des tarifs et des économies réellement réalisées par l'opérateur ; il ne découle pas automatiquement de chaque panneau posé.

Une autre difficulté se concentre à la tombée du jour. Les clients solaires peuvent encore compter sur le réseau quand leur production s'arrête. Le système collectif doit alors conserver assez de moyens pour les alimenter. Facturer uniquement l'énergie qu'ils lui achètent rémunère mal cette disponibilité. À l'inverse, leur imposer des frais forfaitaires excessifs découragerait un investissement utile et ferait peser une charge disproportionnée sur les petits consommateurs.

Une solution consiste à rémunérer séparément, de façon transparente, l'énergie échangée et la capacité du réseau effectivement réservée. La contribution au réseau devrait dépendre des coûts occasionnés et du recours aux heures de pointe, avec une protection pour les usages essentiels. Le prix de rachat des surplus solaires devrait refléter leur valeur à l'heure et au lieu où ils sont injectés. Payer au prix de détail un kilowattheure excédentaire à midi peut accorder une subvention injustifiée ; refuser tout rachat peut gaspiller une ressource.

Le Cap (en Afrique du Sud) offre un exemple de cette organisation des échanges. Au 1er février 2025, son programme Cash for Power comptait 1 842 vendeurs de surplus électriques, dont 1 090 ménages et 752 entreprises. Les injections autorisées donnent lieu à des crédits sur les comptes municipaux, et un versement peut être demandé lorsque ceux-ci sont soldés. Cette expérience ne fournit pas un tarif à copier partout. Elle montre qu'un particulier peut devenir fournisseur sans que le réseau cesse d'être un service commun.

L'enjeu africain est d'étendre cette faculté aux acteurs qui ne peuvent pas acheter seuls leur équipement. Une coopérative d'artisans, un marché ou un immeuble peuvent mutualiser une installation et un financement, sous réserve de règles claires sur la propriété, les compteurs et la répartition des recettes. L'aide publique aurait alors un effet distributif plus fort qu'une subvention uniforme à l'achat de panneaux, dont les premiers bénéficiaires seraient ceux qui disposent déjà d'une toiture et d'une épargne.

Le soleil et le prix du risque

Le désert offre une ressource abondante. Il ne fournit ni un prêt à vingt ans, ni une ligne de transport, ni un acheteur capable de payer. Cette distinction explique pourquoi un pays très ensoleillé peut produire une électricité solaire plus coûteuse qu'un pays moins favorisé par la nature.

L'Agence internationale de l'énergie et la Société financière internationale estimaient en 2023 que le coût du capital des grands projets d'énergie propre en Afrique était au moins deux à trois fois supérieur à celui observé dans les économies avancées et en Chine. Pour une centrale solaire, dont la dépense se concentre au début du projet, les conditions de financement pèsent lourd sur chaque kilowattheure vendu pendant des décennies. Une partie du désavantage africain se forme donc dans les contrats et les bilans financiers, bien avant que le soleil touche le panneau.

Le Sénégal apporte un repère utile. Les centrales photovoltaïques de Kael et Kahone, entrées en exploitation en mai 2021, totalisent 60 MW en courant alternatif. Les tarifs annoncés à la production étaient respectivement de 3,98 et 3,80 centimes d'euro par kilowattheure. Appel d'offres concurrentiel, préparation des sites et concours de la SFI, de la Banque européenne d'investissement et de Proparco ont contribué à rendre ce résultat possible. Ces prix concernent la production solaire ; ils n'incluent pas tout ce qu'il faut payer pour garantir le courant à domicile, notamment le réseau et l'alimentation nocturne.



Champ photovoltaïque du programme Noor PV I. Ses trois centrales totalisent 177 MW, dont 72 MW à Ouarzazate IV au Maroc. Photo : © Astronergy.

La leçon porte sur la préparation du projet autant que sur la technologie. Avant l'appel d'offres, les pouvoirs publics devraient sécuriser le foncier, étudier le raccordement et préciser les heures auxquelles l'énergie sera utile. Les candidats pourraient alors répondre sur une base comparable. Lorsque le besoin se situe le soir, il faut évaluer explicitement le stockage, les autres moyens disponibles et leur combinaison, au lieu de comparer un tarif solaire de midi à celui d'un service permanent.

Les garanties publiques peuvent réduire le risque de retard de paiement et faciliter le financement. Elles doivent aussi avoir un prix, une durée et un plafond connus. Une garantie mal conçue fait baisser le risque du producteur en le transférant au contribuable. Les obligations d'achat, les compensations en cas de retard du réseau et les indemnités de résiliation doivent donc figurer dans l'évaluation budgétaire du projet. Un contrat très rassurant pour le prêteur peut être difficilement supportable pour le pays.

Le partage doit correspondre aux responsabilités. Le constructeur assume les retards qu'il maîtrise ; l'acheteur répond des paiements convenus ; les risques exceptionnels peuvent bénéficier d'une couverture multilatérale. Lorsque les recettes sont en monnaie locale et la dette en devises, il faut rechercher un financement local, une couverture ou un partage explicite du risque de change. Aucun de ces outils n'efface la dette. Leur intérêt est de rendre les engagements prévisibles, comparables et soutenables.

Cette discipline vaut aussi pour les grands projets marocains. Le programme Noor PV I comprend 177 MW photovoltaïques, répartis entre Laâyoune, Boujdour et Ouarzazate IV, qui représente 72 MW. Il convient de distinguer cette dernière tranche des unités thermodynamiques d'Ouarzazate, équipées de miroirs. À cette échelle, la réussite se mesure autant à l'énergie livrée et au coût du système qu'à la superficie occupée par les panneaux.

Donner une clientèle à la nouvelle offre

Une erreur symétrique consiste à croire que la demande productive apparaîtra d'elle-même dès que la ligne atteindra le village. En milieu rural kenyan, une expérimentation étudiée par Kenneth Lee, Edward Miguel et Catherine Wolfram, publiée en 2020, a constaté une faible consommation chez les ménages nouvellement raccordés et n'a pas mis en évidence d'effets économiques substantiels à moyen terme. Ce résultat local ne condamne pas l'électrification ; il invite à regarder ce qui permet d'utiliser le courant.

La couturière doit pouvoir financer sa machine. Le producteur de lait a besoin d'un équipement de froid, d'une collecte et d'un débouché. Un moulin ne fonctionne pas davantage parce qu'un transformateur a été installé si personne ne peut acheter le service. L'électricité devient un facteur de croissance lorsqu'elle rencontre du capital, des compétences et un marché. Sans ces compléments, la centrale vend trop peu pour couvrir ses charges et les nouveaux abonnés restent cantonnés à de faibles usages.

Les programmes d'accès devraient donc financer ensemble l'alimentation et les équipements qui la rendent productive. Le crédit-bail d'une machine, remboursé sur plusieurs années, peut être plus décisif qu'une réduction uniforme du tarif. Un contrat avec un moulin ou une chambre froide procure au mini-réseau une demande régulière ; les abonnements domestiques complètent sa clientèle. Les besoins des dispensaires et des écoles doivent être financés par des budgets publics identifiés, plutôt que supposés solvables par leur seule présence.

Le choix entre extension du réseau, mini-réseau et installation individuelle devrait partir d'une carte des besoins, des distances et des coûts sur la durée. Dans les zones peu denses, le mini-réseau peut éviter une longue attente. Encore faut-il prévoir le remplacement des batteries, la rémunération d'un technicien local et un stock de pièces. Il faut également définir dès le départ ce qui se passera lorsque le réseau national arrivera : raccordement de l'installation, poursuite de son exploitation ou indemnisation selon une formule convenue. L'incertitude sur cette échéance peut suffire à décourager l'investisseur.



Mini-réseau photovoltaïque de Bayelsa, Nigeria, janvier 2020. Photo: Rupumped, CC BY-SA 4.0.

Dans les zones d'insécurité, une architecture plus distribuée réduit la dépendance à une seule grande installation, tout en créant davantage de sites à protéger et à entretenir. La continuité du service suppose alors un accès réel des équipes, des équipements réparables et des procédures adaptées aux interruptions de transport. La robustesse se décide aussi dans ces détails, rarement présents sur la photographie d'une inauguration.

La souveraineté se négocie dans les contrats

La faiblesse de la demande solvable des ménages pousse les investisseurs vers les grands clients. Une mine, une usine ou un centre de données peut signer un contrat de longue durée et faciliter le financement d'une centrale. Cette capacité d'achat est une ressource pour le pays. Elle peut aussi produire une enclave, parfaitement alimentée, au voisinage de localités durablement mal desservies.

Pour éviter cet effet, les grandes implantations devraient participer aux renforcements de réseau qu'elles rendent nécessaires. Dès la négociation du projet, il faudrait examiner le coût d'une capacité supplémentaire destinée à d'autres usagers, les ouvrages de raccordement partageables et les conditions de vente d'un éventuel surplus. Si une extension rurale exige une subvention, celle-ci doit être identifiée et discutée. La dissimuler dans le contrat industriel rendrait les responsabilités opaques et pourrait renchérir l'ensemble du financement.

L'exigence doit être réciproque. Un industriel qui finance un ouvrage ne peut pas obtenir, par ce seul fait, un droit de priorité indéfini au détriment des autres abonnés. L'État doit cependant respecter les engagements qui ont permis l'investissement. Des règles établies avant la signature, appliquées par un régulateur capable d'arbitrer, offrent davantage de souveraineté qu'une succession de faveurs et de renégociations politiques.

Les interdépendances régionales appellent la même précision. Pour le Mali, les ouvrages de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et les échanges avec les voisins font partie de l'approvisionnement. Diversifier les sources extérieures, sécuriser les paiements et prévoir les règles de partage en période de pénurie réduit une vulnérabilité. Une centrale située sur le territoire national reste elle-même dépendante si son combustible, ses pièces et son financement viennent de l'étranger.

L'intégration régionale permet de mutualiser des réserves et des ressources complémentaires. Elle exige toutefois des garanties de règlement, une coordination des réseaux et des règles de restriction connues à l'avance. Une ligne transfrontalière donne une possibilité d'échange ; seul un accord opérationnel permet d'en faire une sécurité d'approvisionnement. Les désaccords diplomatiques rendent cette construction plus difficile et plus nécessaire à la fois.

Le nucléaire doit être discuté à cette même échelle de responsabilités. Il peut contribuer à une production durable et pilotable là où le réseau, les compétences, le financement et l'autorité de sûreté le permettent. Les petits réacteurs modulaires ne suppriment ni ces exigences, ni la gestion du combustible et des déchets. Former les équipes et étudier les options de long terme est légitime. Reporter l'entretien des réseaux ou l'accès des ménages dans l'attente d'une technologie future ne le serait pas.

Mission 300 au-delà du premier branchement

« 300 millions » ne désigne ni une enveloppe d'argent ni 300 millions de compteurs. C'est le nombre de personnes auxquelles le Groupe de la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement veulent donner un premier accès domestique à l'électricité en Afrique subsaharienne d'ici le 31 décembre 2030. La Banque mondiale porte 250 millions de la cible et la BAD 50 millions. L'ambition est à la mesure du manque : plus de 560 millions de personnes vivaient encore sans électricité dans la région en 2024.

Le nombre de bénéficiaires est obtenu en multipliant les nouvelles connexions de ménages par la taille moyenne officielle des foyers dans chaque pays. Si l'on retient, à titre d'illustration, cinq personnes par foyer, 300 millions de bénéficiaires représentent donc environ 60 millions de connexions domestiques. Le courant peut venir du réseau national, d'un mini-réseau ou d'un système solaire autonome. Le niveau minimal admis peut correspondre à seulement quatre heures de service par jour. Être compté comme nouvellement desservi ne signifie donc ni disposer d'électricité en permanence ni pouvoir alimenter un atelier, une pompe ou un centre de santé.

Mission 300 a été lancée en avril 2024, mais sa fenêtre de comptage commence le 1er juillet 2023. Les projets engagés auparavant peuvent donc entrer dans le total dès lors que leurs connexions ont été livrées pendant cette période. Ce choix est défendable pour une initiative qui veut accélérer des opérations déjà en cours ; il oblige cependant à distinguer, dans les bilans, ce qui existait déjà, ce qui a été accéléré et ce qui a été créé grâce à la nouvelle mobilisation.

La Tanzanie illustre cette frontière. Les deux banques attribuent aujourd'hui à Mission 300 le premier accès obtenu par 7,5 millions de Tanzaniens. Le résultat matériel est incontestable, mais il s'appuie en partie sur TREEP, un programme d'électrification rurale approuvé dès 2016. Il ne s'agit pas de contester les connexions : il faut séparer l'héritage du programme, l'accélération obtenue et l'effet propre de la nouvelle mobilisation.

Au 16 juin 2026, les deux banques annonçaient avoir donné un premier accès à plus de 50 millions de personnes dans 40 pays. C'est environ un sixième de l'objectif. À partir de ce seuil, il restait près de 250 millions de personnes à atteindre en quatre ans et demi, soit environ 4,6 millions par mois. Les 50 premiers millions, comptés depuis juillet 2023, représentent une moyenne proche de 1,4 million par mois. Le rythme restant devrait donc être plus de trois fois supérieur à cette moyenne. Ce calcul donne un ordre de grandeur ; il ne mesure pas une éventuelle accélération récente.

Le bilan financier exige la même prudence. Le communiqué de juin fait état de près de 15 milliards de dollars engagés par les deux banques et d'environ 4,5 milliards de cofinancements. La foire aux questions publiée en juillet évoque, sur un périmètre plus large, plus de 50 milliards de dollars promis par l'ensemble des partenaires. Ces montants ne s'additionnent pas mécaniquement. Une promesse est une intention ; une opération approuvée a franchi une décision institutionnelle ; un engagement crée une obligation financière ; un décaissement met l'argent à la disposition du projet. Seuls les ouvrages achevés et les connexions actives disent finalement ce que la somme a produit.

Ces réserves ne diminuent pas l'utilité de l'initiative. Mission 300 a fixé une cible commune, rapproché les financeurs et demandé aux gouvernements d'adopter des pactes énergétiques nationaux. Elle a raison de combiner extension du réseau, mini-réseaux et installations autonomes : la solution dépend de la densité, de la distance et de l'usage attendu. Mais sa réussite ne peut se réduire au premier branchement. Il faut mesurer aussi les heures de service, les coupures, la puissance disponible, le prix payé par le ménage et l'état des équipements après douze ou vingt-quatre mois.

Cette exigence rejoint tout ce qui précède. Financer un panneau sans batterie lorsque le besoin se situe le soir, une ligne sans transformateur, un transformateur entouré de familles qui ne peuvent pas payer le branchement ou un mini-réseau sans clientèle productive sont quatre façons différentes d'afficher un projet sans construire un service. Une partie des financements devrait être versée après vérification d'une connexion active et de sa continuité. Le suivi public devrait, pour chaque projet, distinguer la promesse, l'approbation, l'engagement, le décaissement et l'ouvrage effectivement livré.

La question politique est désormais précise. L'Afrique saura-t-elle convertir l'essor des productions privées et les financements internationaux en systèmes électriques qui servent aussi ceux qui ne disposent ni d'un toit à équiper ni d'un contrat industriel à offrir ? La réponse dépendra des tarifs, des obligations contractuelles et des choix budgétaires autant que de la technologie.

À Bamako, à Lagos ou dans un village éloigné du réseau, une couturière n'a pas besoin que tous les débats énergétiques soient tranchés pour reprendre son travail. Elle a besoin de savoir quand sa machine fonctionnera, combien cela lui coûtera et à qui demander des comptes si le service promis n'est pas rendu. Mission 300 ne sera pleinement réussie que si ses bénéficiaires peuvent éclairer un foyer, faire tourner un atelier, conserver des aliments ou des médicaments, se soigner et apprendre au moment où ils en ont besoin. C'est à cette échelle, autant qu'à celle du globe nocturne, que se mesure une politique électrique.



Dr. Hamed Sow : expert international

<u>Formation</u>

Diplômé de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires de Saclay (France)
Docteur en économie de la production – Université Paris IX-Dauphine (France) – Mention Très Bien

<u>Fonctions exercées :</u>

- Directeur Général du CDE (Centre de Développement de l'Entreprise - Bruxelles), institution chargée de la promotion du secteur privé dans les 77 pays, dans le cadre de la Convention de Cotonou
- Assistant technique principal du Projet Energie de la Banque Mondiale au Niger
- Expert détaché auprès de la Commission européenne (DGVIII) chargé de la Coopération énergétique avec l'Asie et l'Amérique Latine,
- Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau du Mali
- Conseiller Spécial du Président de la République du Mali en charge de l'économie, des finances et de l'investissement.

- Abdallah Yattara

Pourquoi les destinations les plus prisées (France, Chine, USA ,GB ect..) obligent les maliens à prendre leurs visas dans les pays voisins? Un boycot ? Un isolement ?

- Actuel Média

RÉGULATION DU CYBERESPACE AU MALI : DIALOGUE, ÉCHANGES ET CO-CONSTRUCTION DE SOLUTIONS

Les 8 et 9 septembre 2026, Bamako accueille un cadre consultatif consacré aux enjeux de la régulation du cyberespace au Mali. L'activité se tient au restaurant La Pirogue, dans le cadre du projet « Siguida Hêrêma », mis en œuvre par Search for Common Ground, en partenariat avec l'URTEL.

Cette rencontre réunit des acteurs de la société civile, des médias et d'autres parties prenantes autour des défis liés à la gouvernance de l'espace numérique.

À l'heure où les réseaux sociaux occupent une place de plus en plus importante dans l'information, la participation citoyenne et l'expression publique, les échanges portent notamment sur la désinformation, la protection des données personnelles, les usages responsables du numérique et la liberté d'expression.

Une attention particulière est accordée à la compréhension et aux implications de la loi relative à la cybercriminalité, notamment en ce qui concerne son articulation avec la participation civique et l'engagement dans l'espace numérique.

Au-delà d'une simple sensibilisation, cette rencontre se veut un véritable espace de dialogue, d'analyse critique, de partage d'expériences et de co-construction de solutions, afin de rechercher un équilibre entre la nécessité de réguler le cyberespace et la préservation des libertés fondamentales.

Le projet « Siguida Hêrêma » entend ainsi renforcer la collaboration entre les organisations de la société civile, les médias et les acteurs institutionnels, en faveur d'un espace civique malien paisible, inclusif et ouvert.

#Cp: Actuel Média

#SiguidaHêrêma #Cyberespace #Mali #RégulationNumérique #LibertéDExpression #SociétéCivile #Médias #CitoyennetéNumérique #URTEL



- Moctar Ousmane SY

J'ai eu beaucoup de plaisir à échanger avec les membres du RotaryClub Bamako Amitié ce mercredi soir à l'Hôtel de l'Amitié autour d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur : La jeunesse, le leadership et le changement

Un moment simple,convivial et surtout riche en échanges et en réflexions. Nous avons partagé nos expériences et parlé de la nécessité, pour chacun de nous, de prendre sa part dans la construction d'un avenir meilleur.

Un grand merci au Rotary Club de Bamako Amitié et son président Yacouba Baby pour l'invitation, la confiance et le satisfecit qui m'a été remis à cette occasion.

Continuons à faire confiance au Mali, à sa jeunesse et encourageons la prendre toute sa place dans le changement.

Merci à ma sœur Aminata Sissoko pour les images.



- Abdoulaye Guindo

Couverture Maladie Universelle : Les médias au cœur de la sensibilisation !

Ce mercredi 9 septembre 2026, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) et la Mutuelle Générale de Solidarité de la Presse (MUGESPRESSE) ont réuni les professionnels des médias au Musée national de Bamako pour un atelier de renforcement des capacités sur le Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU).

L'objectif était d'outiller les journalistes pour qu'ils puissent produire une information fiable, claire et accessible à l'ensemble de la population malienne.

Le Médecin Général de Brigade Boubacar Dembélé (DG de la CANAM), M. Ali DIARRA (Président de la MUGESPRESSE) et M. Bandiougou DANTÉ (Président de la Maison de la Presse) ont rappelé le rôle vital des médias : ne pas seulement diffuser, mais analyser, vulgariser et remonter les préoccupations des citoyens.

À travers cette initiative, la CANAM réaffirme son engagement à faire des médias des partenaires stratégiques pour garantir l'accès de tous à la couverture santé universelle.

#CANAM #Mali #RAMU #SantePourTous #PresseMali #ProtectionSociale



- Ecowas - Cedeao

ECOWAS réaffirme son engagement à l'inclusion des jeunes dans les systèmes démocratiques en Afrique de l'Ouest

La Commission de l'ECOWAS, via sa Direction des Affaires Politiques, organise en collaboration, avec « LEGIS360 », une organisation jeune qui promeut la défense des droits, le développement et la sensibilisation publique, la première édition de la Conférence des jeunes sur la démocratie en Afrique de l'Ouest, qui aura lieu du 8 au 10 septembre 2026 à Dakar, sur le thème : « De l'activisme à l'assumption du pouvoir : évaluer la politique d'inclusion des jeunes en Afrique de l'Ouest et faire avancer une agenda régional pour une gouvernance démocratique ».

Cette conférence vise à offrir une plateforme régionale de haut niveau pour évaluer les progrès réalisés, examiner les obstacles persistants et promouvoir des réformes politiques et institutionnelles basées sur les preuves, dans le but de renforcer l'inclusion significative des jeunes dans la gouvernance démocratique et la prise de décision politique au sein des États membres de l'ECOWAS.



- Jean-Claude Kassi Brou

J'ai présidé, ce mercredi 9 septembre 2026, la troisième réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au titre de l'année 2026.

À l'issue de la réunion, le CPM a décidé de maintenir inchangé le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques, à 3,00 %, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,00 %. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est également maintenu à 3,00 %.

Cette décision résulte de l'analyse de l'évolution récente de la situation économique, monétaire et financière de l'Union. En effet, au deuxième trimestre 2026, l'activité économique est demeurée robuste et l'inflation contenue. Les conditions monétaires se sont globalement détendues, sous l'effet de l'accroissement de la liquidité bancaire et de la réduction des taux directeurs intervenue en mars 2026. Dans ce contexte, le financement de l'économie est resté bien orienté, avec une progression des crédits accordés au secteur privé de 6,6 % à fin juin 2026, après 6,0 % à fin mars 2026.

Toutefois, une accélération des prix a été observée au cours de la période récente. Le taux d'inflation, après s'être établi à 0,4 % au deuxième trimestre 2026, a atteint 1,2 % en juillet, puis 1,7 % en août 2026. Cette évolution est notamment liée aux relèvements des prix des carburants intervenus dans plusieurs Etats membres, dans un contexte marqué par le conflit au Moyen-Orient, ainsi qu'à la hausse des prix de certains produits alimentaires. L'équilibre extérieur de l'Union demeure également exposé aux risques liés aux fortes incertitudes internationales.

Au cours des prochains mois, le CPM continuera de suivre attentivement l'évolution de la situation économique, financière et monétaire ainsi que les risques susceptibles d'affecter la stabilité des prix et l'équilibre extérieur de l'Union.

#JeanClaudeKassiBrou #BCEAO #UMOA #UEMOA #BanqueCentrale #Banques #Monnaie #PolitiqueMonétaire #TauxDirecteur #Economie #CPM #Gouverneur



- Bamako Bamada

COMMUNIQUÉ : L'AMBASSADE DE CHINE À BAMAKO CLARIFIE LA SITUATION DES VISAS

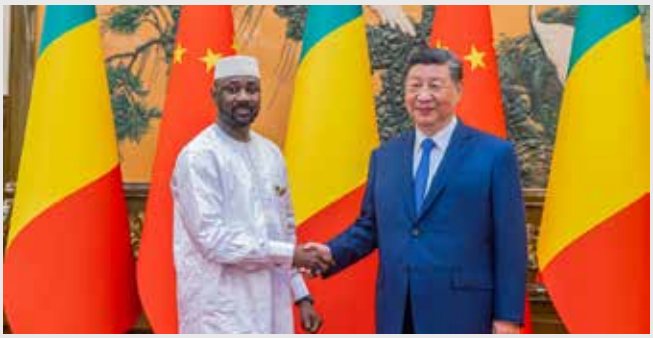
Face aux fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux, l'Ambassade de la République populaire de Chine au Mali apporte une mise au point ferme : la suspension temporaire du service de visa est liée à des raisons strictement techniques (travaux de reconstruction de la section consulaire suite à un chantier routier) et ne reflète aucunement un refroidissement diplomatique.

Pékin réaffirme un engagement « inébranlable » dans son partenariat stratégique avec le Mali.

Reprise : La délivrance à Bamako reprendra dès la fin des travaux.

Le lien de l'article est dans le 1er commentaire

#Mali #Chine #Bamako #CooperationMaliChine #VisasChine #BamadaNet #ActualiteMali #Diplomatie



- Gouvernement du Mali

#CIGMA #INFO | Logement social : LE MUHDATP RENFORCE LE DIALOGUE AVEC LA CONASCOH-MALI

Bamako, le 8 septembre 2026

Le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population a reçu, ce mardi 8 septembre 2026, une délégation de la Confédération Nationale des Sociétés Coopératives d'Habitat du Mali (CONASCOH-MALI), conduite par son Président, M. Moussa KONE.

Tenue dans la salle de réunion du Département, cette rencontre s'inscrit dans le cadre du dialogue permanent engagé entre le Ministère et les acteurs intervenant dans le secteur de l'habitat, particulièrement autour des initiatives destinées à faciliter l'accès des populations à un logement décent et abordable.

Au-delà de la présentation de plusieurs initiatives portées par la CONASCOH-MALI, les échanges ont permis d'examiner les conditions nécessaires à l'accélération de leur mise en œuvre et de mieux cerner les préoccupations auxquelles sont confrontées les coopératives d'habitat.

Au cours de la séance, la délégation de la CONASCOH-MALI a présenté au Ministre l'évolution de son programme de réalisation de 2 000 logements sociaux, ainsi que plusieurs activités connexes destinées à accompagner sa concrétisation.

La rencontre a également permis d'identifier plusieurs leviers susceptibles de contribuer à la progression des dossiers en cours.

Le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, monsieur IMIRANE ABDOULAYE TOURE a réaffirmé la disponibilité de son Département à accompagner les initiatives allant dans le sens de l'amélioration des conditions d'accès au logement.

Plus d'informations sur gouvernement.ml

#MHDATP



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Sénégal : Le Qatar s'intéresse aux hydrocarbures, aux mines et à la sécurité alimentaire



Le Président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, a reçu, ce mercredi, Dr Khalid bin Mohamed Al-Attiyah, ancien vice-Premier ministre du Qatar et Président-directeur général de Thirty Five Investment Holding. Une rencontre qui intervient dans un contexte marqué par la volonté des autorités sénégalaises de restaurer la confiance des partenaires et d'attirer davantage d'investissements productifs.

Au cours de l'audience, le dirigeant qatari a notamment évoqué les perspectives économiques du Sénégal, quelques jours après l'accord technique conclu entre Dakar et le Fonds monétaire international (FMI). Dr Khalid bin Mohamed Al-Attiyah a salué cette évolution, considérée comme un signal positif adressé aux partenaires économiques et financiers du pays.

Le responsable de Thirty Five Investment Holding a surtout manifesté l'intérêt de son groupe pour plusieurs secteurs stratégiques de l'économie sénégalaise. Les hydrocarbures, les mines et la sécurité alimentaire figurent parmi les domaines dans lesquels le groupe qatari envisage des opportunités d'investissement.

Ces secteurs occupent une place importante dans l'Agenda national de transformation porté par les nouvelles autorités sénégalaises. L'objectif affiché est notamment de mieux valoriser les ressources nationales, de renforcer la souveraineté économique et alimentaire et de favoriser la création de richesses et d'emplois.

Cette audience intervient également au moment où Dakar cherche à consolider la confiance des investisseurs après une période marquée par les préoccupations relatives à l'état des finances publiques.

Pour le Président Bassirou Diomaye Faye, le redressement budgétaire doit ainsi aller de pair avec une relance économique soutenue par des investissements productifs.

L'intérêt exprimé par Thirty Five Investment Holding pourrait, dans cette perspective, ouvrir la voie à de nouveaux partenariats entre le Sénégal et les investisseurs qataris, notamment dans des secteurs considérés comme déterminants pour la transformation structurelle de l'économie sénégalaise.

Arouna Sidibé

Mauritanie : 17 personnes interpellées près de la frontière malienne, dont Sanda Ould Bouamama



Les forces de sécurité mauritaniennes auraient mené une importante opération dans la zone de Bassiknou, dans la région du Hodh-el-Charghi, à proximité immédiate de la frontière avec le Mali. Dix-sept personnes circulant à bord de deux pick-up transportant des armes et des munitions auraient été interpellées.

Parmi elles figurerait Sanda Ould Bouamama, ancien porte-parole d'Ansar Dine et figure connue de la crise malienne de 2012.

Selon les informations disponibles, l'interception s'est déroulée dans la zone frontalière entre la Mauritanie et le Mali. Les véhicules contrôlés auraient contenu une importante quantité d'armes et de munitions dont la destination et l'origine devront être déterminées par l'enquête.

L'identité de l'un des suspects donne une dimension particulière à cette affaire. Sanda Ould Bouamama, présenté comme possédant des attaches maliennes et mauritaniennes, s'était fait connaître comme porte-parole d'Ansar Dine lors de l'occupation d'une grande partie du nord du Mali par des groupes armés jihadistes en 2012. Ansar Dine a par la suite intégré la coalition jihadiste Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM).

Après l'intervention militaire internationale au Mali en 2013, Sanda Ould Bouamama avait quitté le territoire malien pour la Mauritanie, où il s'était rendu aux autorités. Il avait finalement été remis en liberté par Nouakchott en 2015.

Sa nouvelle interpellation, si elle est officiellement confirmée, pourrait donc constituer un développement sécuritaire important dans cette région où les mouvements transfrontaliers font l'objet d'une surveillance renforcée.

Les 17 personnes arrêtées auraient été transférées sous escorte à Néma pour les besoins des interrogatoires.

L'enquête devra notamment déterminer la provenance des armes saisies, leur destination ainsi que les éventuels liens des suspects avec les groupes armés actifs au Mali et dans l'espace sahélien.

Arouna Sidibé

Sénégal : Pape Alé Niang appelle à sortir de la « campagne politique permanente »



Au lendemain de la Déclaration de politique générale du Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lô, le journaliste Pape Alé Niang appelle les forces vives du Sénégal à dépasser les querelles politiques pour se concentrer sur les urgences économiques et sociales. Dans une tribune, notre confrère estime que l'heure doit désormais être au travail, à l'action et à la recherche de résultats concrets pour les populations.

Pour Pape Alé Niang, la situation actuelle du Sénégal exige « courage, responsabilité et abnégation ». Face aux difficultés auxquelles sont confrontées les populations, il considère que le débat public doit prioritairement porter sur l'amélioration du quotidien des Sénégalais et la construction de perspectives économiques et sociales plus favorables.

Son message s'adresse autant au pouvoir qu'à l'opposition et aux autres composantes de la société. Les Sénégalais, souligne-t-il en substance, attendent désormais des résultats, des solutions et des actes capables de traduire les ambitions politiques en réalisations concrètes.

Le journaliste met particulièrement en garde contre l'installation du pays dans une logique de confrontation politique permanente. « Le Sénégal ne peut, au regard de ses urgences, se permettre de demeurer dans une campagne politique, voire politicienne, permanente », soutient-il.

Une position qui intervient dans un contexte où les débats politiques restent particulièrement présents, alors que le gouvernement est attendu sur les réponses à apporter aux défis économiques et sociaux.

Pape Alé Niang plaide ainsi pour une mobilisation dépassant les clivages partisans. Acteurs politiques, institutions, société civile et citoyens sont invités à contribuer, chacun à son niveau, à l'effort national.

Les confrontations électorales auront leur temps, rappelle-t-il. Lorsque les échéances arriveront, le peuple sénégalais devra pouvoir trancher librement.

D'ici là, estime notre confrère, la priorité devrait être claire : travailler, répondre aux attentes des populations et préparer l'avenir du Sénégal.

Arouna Sidibé

Mopti : La société civile veut renforcer son rôle dans la gouvernance du secteur de la sécurité



Après Ségou, la ville de Mopti a accueilli, ce mercredi 9 septembre 2026, une session de renforcement des capacités techniques et organisationnelles des organisations de la société civile (OSC) membres de la Plateforme d'Échange et d'Action (PEA). Au centre des travaux : la nécessité de renforcer la synergie entre les acteurs locaux afin de contribuer davantage au dialogue, à la prévention des crises et à la gouvernance du secteur de la sécurité.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le représentant du maire de la Commune urbaine de Mopti, chargé de l'état civil et Point focal du Comité Consultatif de Sécurité Communal (CCS-C).

Dans son intervention, il a insisté sur la place des acteurs locaux dans les mécanismes de gouvernance sécuritaire. Dans une région confrontée depuis plusieurs années à d'importants défis sécuritaires et sociaux, l'implication des communautés et des organisations de la société civile apparaît comme un élément important dans la prévention des tensions et le renforcement du dialogue.

Le représentant de la Plateforme d'Échange et d'Action a, pour sa part, appelé les organisations membres à développer davantage de synergies. L'objectif est de mutualiser leurs expériences et leurs capacités afin de disposer d'une voix collective plus forte dans les processus liés à la sécurité.

La rencontre de Mopti vise ainsi à consolider les compétences techniques et organisationnelles des OSC, mais également à favoriser une meilleure coordination de leurs interventions sur le terrain.

La session est organisée par WANEP-Mali, sous l'égide du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS), avec l'appui d'EUCAP Sahel Mali.

Au-delà du renforcement des capacités, l'initiative traduit une approche privilégiant une gouvernance sécuritaire plus participative, dans laquelle collectivités, institutions et société civile sont appelées à travailler ensemble.

À Mopti, le message est donc clair : face aux défis sécuritaires, la coordination et le dialogue entre les différents acteurs restent indispensables pour construire des réponses durables et adaptées aux réalités locales.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Mopti : L'Union européenne réaffirme son engagement aux côtés du Mali dans la sécurité et la justice



L'Ambassadeur de l'Union européenne au Mali, Alberto Cerezo, et le Chef de Mission d'EUCAP Sahel Mali, Eugene Van Kemenade, ont effectué, ce mardi, une visite dans la région de Mopti. Au programme : rencontres avec les autorités locales, participation à un Forum de dialogue communautaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité et visite de la Maison de Justice. Un déplacement placé sous le signe de la proximité, du dialogue et de l'accompagnement des acteurs maliens.

La délégation européenne a entamé sa visite par une rencontre avec le Gouverneur de la Région de Mopti. Cette étape a permis aux responsables européens de s'imprégner davantage des réalités locales et d'échanger avec les autorités sur les enjeux auxquels la région reste confrontée.

L'Ambassadeur Alberto Cerezo et Eugene Van Kemenade ont ensuite pris part, aux côtés du Maire de la Commune urbaine de Mopti, à l'ouverture du Forum de dialogue communautaire sur la gouvernance locale du secteur de la sécurité, organisé sous la présidence du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS).

La rencontre rassemble un large éventail d'acteurs : autorités administratives et locales, forces de défense et de sécurité, professionnels de la justice, organisations de la société civile, femmes, jeunes et représentants des communautés.

L'objectif est de créer un espace permettant aux différents acteurs d'échanger sur les préoccupations sécuritaires des populations et les réponses susceptibles d'y être apportées. Cette démarche entend notamment contribuer à renforcer la confiance entre citoyens et institutions et à promouvoir une gouvernance sécuritaire tenant davantage compte des réalités du terrain.



Dans leurs interventions à l'ouverture des travaux, l'Ambassadeur de l'Union européenne et le Chef de Mission d'EUCAP Sahel Mali ont réaffirmé la disponibilité de l'UE à accompagner les efforts du Mali dans les domaines de la sécurité, de l'accès à la justice et de la protection des citoyens.

La Maison de Justice au cœur de la visite

La délégation européenne s'est également rendue à la Maison de Justice de Mopti, inaugurée le 19 juin 2025, pour s'informer de son fonctionnement et de l'utilisation des infrastructures mises à la disposition des acteurs judiciaires.

Porté conjointement par le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et EUCAP Sahel Mali, ce projet vise à rapprocher davantage la justice des populations.

Dotée de salles de formation modulables, de bureaux équipés et d'espaces réservés aux magistrats, la Maison de Justice constitue à la fois un outil de travail et un cadre de renforcement des capacités des professionnels du secteur.

Cette visite intervient dans une région où les questions de sécurité, de justice et de confiance entre populations et institutions restent particulièrement importantes.

À travers les différentes étapes de ce déplacement, l'Union européenne entend ainsi privilégier une approche fondée sur l'écoute et le contact direct avec les acteurs locaux.

À Mopti, le message porté par la délégation européenne est celui de la continuité de l'accompagnement du Mali : soutenir les initiatives nationales et locales susceptibles de rapprocher les institutions des citoyens et de contribuer à une sécurité et une justice plus accessibles et adaptées aux besoins des populations.

Moussa Diarra

Une première au Mali : La séparation réussie de bébés siamois



Le CHU Gabriel Touré de Bamako vient d'inscrire une nouvelle page dans l'histoire de la médecine malienne. Ses équipes médicales ont réussi une intervention chirurgicale de haute complexité ayant permis la séparation de bébés siamois nés le 29 août 2026. Une première au Mali qui témoigne des compétences et du savoir-faire des spécialistes nationaux.

Bamako, le 9 septembre 2026 — C'est un événement majeur pour la médecine malienne. Les équipes du Centre hospitalier universitaire Gabriel Touré ont réalisé avec succès une opération chirurgicale visant à séparer des bébés siamois, une intervention particulièrement délicate qui nécessite généralement la mobilisation de plusieurs spécialités médicales.

Les nouveau-nés étaient venus au monde le 29 août 2026, à la suite d'une césarienne pratiquée au terme d'une grossesse au cours de laquelle des malformations avaient déjà été identifiées. Face à cette situation exceptionnelle, les professionnels de santé du CHU Gabriel Touré ont assuré leur prise en charge avant de procéder à l'intervention ayant permis leur séparation.

La réussite de cette opération constitue une prouesse scientifique et médicale pour l'établissement hospitalier et, plus largement, pour le système sanitaire malien. La séparation de bébés siamois figure en effet parmi les interventions chirurgicales complexes, compte tenu des particularités anatomiques et des risques auxquels peuvent être confrontés les nouveau-nés.

La ministre Assa Badiallo Touré au chevet des bébés

Informée du succès de l'intervention, la ministre de la Santé et du Développement social, le médecin-colonel-major Assa Badiallo Touré, s'est rendue dans la matinée du mercredi 9 septembre au CHU Gabriel Touré afin de s'enquérir personnellement de l'état de santé des nouveau-nés.

Pour cette visite hautement symbolique, la ministre était accompagnée de ses collègues chargés du Culte, des Affaires religieuses et des Coutumes, ainsi que de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

La présence de cette délégation gouvernementale témoigne de l'importance accordée à cette première médicale nationale et constitue également une marque de reconnaissance envers les professionnels ayant contribué à la réussite de l'intervention.

Au-delà de l'émotion entourant le sort des nouveau-nés et de leur famille, cette opération met en lumière les compétences dont disposent les structures hospitalières maliennes malgré les nombreuses difficultés auxquelles le système de santé reste confronté.

Cette réussite pourrait également ouvrir de nouvelles perspectives dans la prise en charge au Mali de certaines pathologies nécessitant des interventions particulièrement complexes. Elle rappelle l'importance de poursuivre les investissements dans les plateaux techniques, la formation et la spécialisation du personnel médical.

Pour le CHU Gabriel Touré, établissement de référence situé au cœur de Bamako, cette première constitue incontestablement un motif de fierté. Elle représente surtout une victoire collective pour les médecins, chirurgiens, anesthésistes, pédiatres, infirmiers et autres professionnels mobilisés autour des nouveau-nés.

La réussite de la séparation de ces bébés siamois démontre ainsi que, lorsque l'expertise humaine, la coordination médicale et les moyens techniques sont réunis, la médecine malienne peut relever des défis d'une grande complexité.

Une prouesse qui dépasse les murs du CHU Gabriel Touré et qui restera comme une date importante dans l'histoire médicale du Mali.

Yacouba Ongoiba



Mopti : L'Union européenne réaffirme son engagement aux côtés du Mali dans la sécurité et la justice



L'Ambassadeur de l'Union européenne au Mali, Alberto Cerezo, et le Chef de Mission d'EUCAP Sahel Mali, Eugene Van Kemenade, ont effectué, ce mardi, une visite dans la région de Mopti. Au programme : rencontres avec les autorités locales, participation à un Forum de dialogue communautaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité et visite de la Maison de Justice. Un déplacement placé sous le signe de la proximité, du dialogue et de l'accompagnement des acteurs maliens.

La délégation européenne a entamé sa visite par une rencontre avec le Gouverneur de la Région de Mopti. Cette étape a permis aux responsables européens de s'imprégner davantage des réalités locales et d'échanger avec les autorités sur les enjeux auxquels la région reste confrontée.

L'Ambassadeur Alberto Cerezo et Eugene Van Kemenade ont ensuite pris part, aux côtés du Maire de la Commune urbaine de Mopti, à l'ouverture du Forum de dialogue communautaire sur la gouvernance locale du secteur de la sécurité, organisé sous la présidence du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS).

La rencontre rassemble un large éventail d'acteurs : autorités administratives et locales, forces de défense et de sécurité, professionnels de la justice, organisations de la société civile, femmes, jeunes et représentants des communautés.

L'objectif est de créer un espace permettant aux différents acteurs d'échanger sur les préoccupations sécuritaires des populations et les réponses susceptibles d'y être apportées. Cette démarche entend notamment contribuer à renforcer la confiance entre citoyens et institutions et à promouvoir une gouvernance sécuritaire tenant davantage compte des réalités du terrain.



Dans leurs interventions à l'ouverture des travaux, l'Ambassadeur de l'Union européenne et le Chef de Mission d'EUCAP Sahel Mali ont réaffirmé la disponibilité de l'UE à accompagner les efforts du Mali dans les domaines de la sécurité, de l'accès à la justice et de la protection des citoyens.

La Maison de Justice au cœur de la visite

La délégation européenne s'est également rendue à la Maison de Justice de Mopti, inaugurée le 19 juin 2025, pour s'informer de son fonctionnement et de l'utilisation des infrastructures mises à la disposition des acteurs judiciaires.

Porté conjointement par le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et EUCAP Sahel Mali, ce projet vise à rapprocher davantage la justice des populations.

Dotée de salles de formation modulables, de bureaux équipés et d'espaces réservés aux magistrats, la Maison de Justice constitue à la fois un outil de travail et un cadre de renforcement des capacités des professionnels du secteur.

Cette visite intervient dans une région où les questions de sécurité, de justice et de confiance entre populations et institutions restent particulièrement importantes.

À travers les différentes étapes de ce déplacement, l'Union européenne entend ainsi privilégier une approche fondée sur l'écoute et le contact direct avec les acteurs locaux.

À Mopti, le message porté par la délégation européenne est celui de la continuité de l'accompagnement du Mali : soutenir les initiatives nationales et locales susceptibles de rapprocher les institutions des citoyens et de contribuer à une sécurité et une justice plus accessibles et adaptées aux besoins des populations.

Yacouba Ongoiba

Développement : Le PNUD et l'Inde veulent renforcer leur partenariat au Mali



La coopération entre l'Inde et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Mali pourrait connaître une nouvelle dynamique. La Représentante résidente du PNUD au Mali a rencontré l'Ambassadeur de l'Inde au Mali, Son Excellence Dr N. Nandakumar, pour examiner les possibilités de renforcer les partenariats existants et d'explorer de nouveaux domaines de collaboration en appui aux priorités de développement du pays.

Cette rencontre a permis aux deux responsables de faire le point sur la qualité des relations entre l'Inde et le PNUD au Mali, mais également sur les résultats obtenus dans le cadre des initiatives financées par New Delhi et mises en œuvre avec l'appui de l'agence onusienne.

Les échanges ont notamment été l'occasion de saluer les acquis enregistrés grâce à cette coopération. Au-delà du bilan, les deux parties ont porté leur attention sur l'avenir, avec la volonté affichée de consolider les résultats déjà obtenus et d'identifier de nouvelles opportunités susceptibles de répondre aux besoins de développement du Mali.

Cette démarche intervient dans un contexte où le pays fait face à de nombreux défis économiques, sociaux et environnementaux. La recherche de partenariats diversifiés apparaît ainsi comme un levier important pour soutenir les politiques publiques, renforcer les capacités nationales et favoriser l'émergence de solutions adaptées aux réalités locales.

La coopération Sud-Sud comme levier

La rencontre entre la Représentante résidente du PNUD et l'Ambassadeur N. Nandakumar met particulièrement en lumière le potentiel de la coopération Sud-Sud. Celle-ci repose notamment sur le partage d'expériences, de compétences, de technologies et de solutions développées par des pays confrontés à des problématiques parfois similaires.

L'Inde dispose, à cet égard, d'une expérience importante dans plusieurs domaines du développement. Le renforcement de sa coopération avec le Mali, avec l'accompagnement du PNUD, pourrait permettre de mobiliser davantage d'expertise, d'innovations et de ressources au service des populations maliennes.

Cette approche présente également l'intérêt de dépasser la seule logique du financement. Elle encourage le transfert de connaissances, le renforcement des compétences nationales et la recherche de solutions durables pouvant être adaptées aux besoins spécifiques des communautés.

Pour le PNUD, la mobilisation de partenaires autour des priorités nationales constitue un élément essentiel de son accompagnement au développement. L'organisation peut ainsi jouer un rôle de facilitateur entre les institutions maliennes et leurs partenaires internationaux, tout en apportant son expertise dans la conception et la mise en œuvre des programmes.

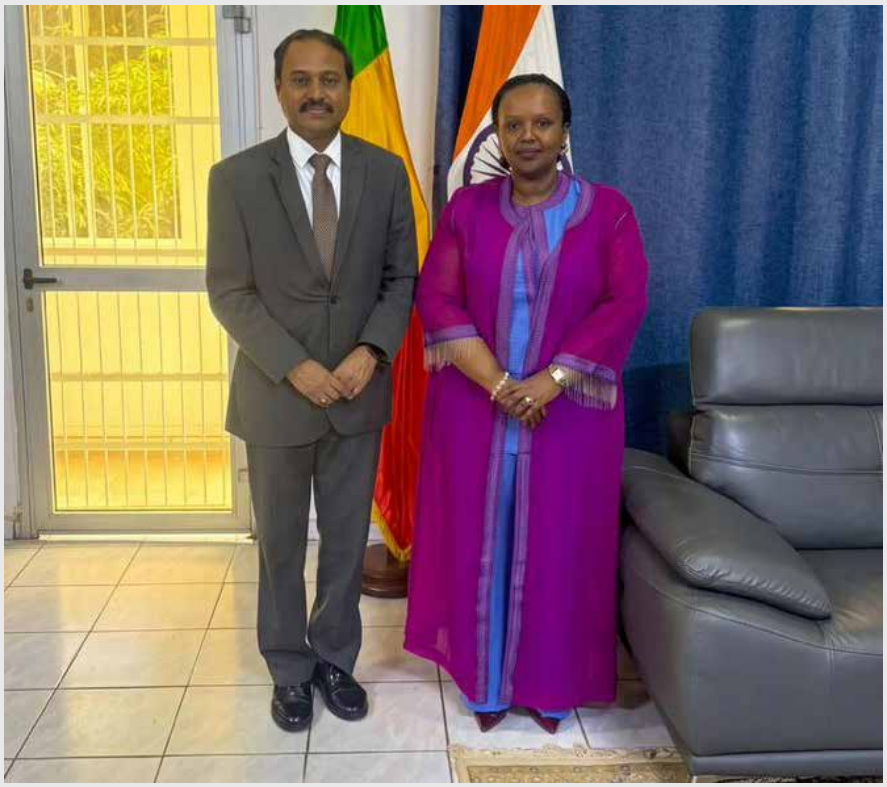
Consolider les acquis et ouvrir de nouveaux chantiers

Les discussions entre les deux responsables traduisent donc une volonté commune de donner davantage de profondeur au partenariat existant. L'enjeu sera désormais de transformer les perspectives identifiées en initiatives concrètes susceptibles d'avoir un impact mesurable sur les conditions de vie des populations.

Dans un environnement international marqué par des défis multiples et des ressources de plus en plus sollicitées, la diversification des partenariats devient stratégique. Pour le Mali, la coopération Sud-Sud, notamment avec un acteur majeur comme l'Inde, peut constituer une voie complémentaire pour accéder aux expériences, aux technologies et aux innovations nécessaires à son développement.

La rencontre entre le PNUD et la représentation diplomatique indienne apparaît ainsi comme une étape supplémentaire vers une coopération renforcée, fondée sur les acquis, le partage d'expertise et la recherche de solutions nouvelles au service des priorités de développement du Mali.

Karamoko B Keita



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

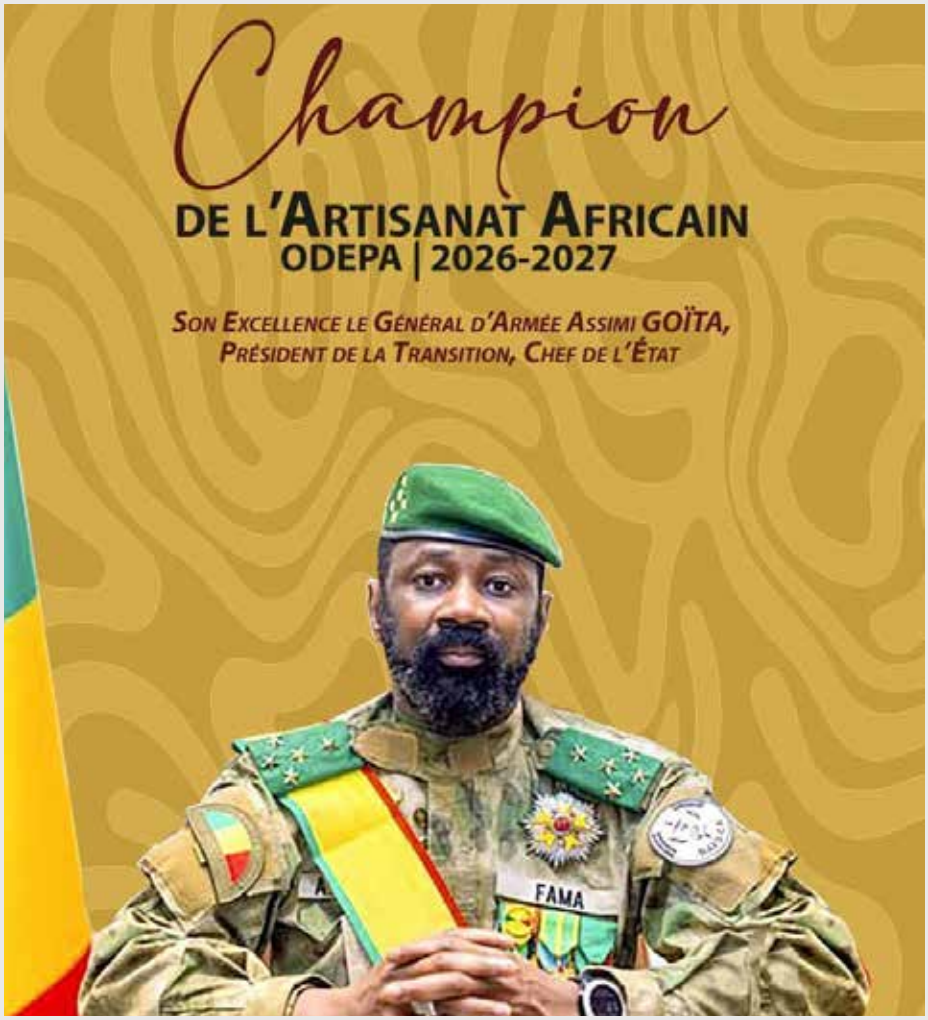
Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Développement du secteur de l'artisanatAssimi Goïta, un « Champion » attendu sur le terrain



Désigné « Champion de l'Artisanat Africain » lors de la 12e Conférence des ministres de l'Organisation pour le Développement et la Promotion de l'Artisanat Africain (ODEPA), tenue le 4 juillet 2026 à Bamako, le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, voit son engagement en faveur de ce secteur reconnu à l'échelle continentale. Une distinction qui constitue également un appel à accélérer la transformation et la valorisation de l'artisanat.

L'attribution de ce titre au Chef de l'État malien traduit la volonté des pays membres de l'ODEPA de saluer son leadership ainsi que les initiatives engagées sous son impulsion en faveur de la modernisation et du développement du secteur artisanal.

Au Mali comme dans de nombreux pays africains, l'artisanat constitue un important vivier d'activités économiques et de savoir-faire. Il participe à la préservation du patrimoine culturel tout en offrant des possibilités d'insertion économique, notamment aux jeunes et aux femmes.

Sous l'impulsion des autorités de la Transition, l'ambition affichée est d'améliorer les conditions de travail des artisans, de mieux structurer les différentes filières, de promouvoir les savoir-faire locaux et d'accompagner l'émergence de nouveaux talents.

La distinction décernée au Président Assimi Goïta dépasse donc la seule dimension honorifique. En devenant « Champion de l'Artisanat Africain », le Chef de l'État porte désormais une responsabilité supplémentaire : contribuer au plaidoyer en faveur d'un secteur encore confronté à des difficultés d'accès au financement, aux équipements modernes, à la formation et aux marchés.

L'enjeu consiste également à permettre aux produits artisanaux africains de gagner en compétitivité et d'accéder davantage aux marchés régionaux et internationaux.

Pour le Mali, cette reconnaissance continentale pourrait ainsi servir de catalyseur pour donner une nouvelle impulsion à l'artisanat national et faire de ce secteur un véritable instrument de création d'emplois, de valorisation du patrimoine et de développement économique.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Guinée : Le gouvernement accélère la modernisation des ports et débarcadères de pêche



La modernisation des infrastructures de pêche en Guinée se précise avec l'ambition affichée par les autorités de construire 32 débarcadères à travers le pays dans le cadre de la vision « Simandou 2040 ». Pour évaluer la situation sur le terrain, la ministre de la Pêche et de l'Économie maritime a effectué une visite dans plusieurs ports et débarcadères de Conakry.

La tournée a conduit la ministre sur les sites de Téminétaye, Coléah, Matam (COREAMI), Dabondy et Dixinn. L'objectif était de constater l'état des infrastructures, d'évaluer l'avancement des chantiers en cours et d'identifier les difficultés retardant le démarrage de certains travaux.

Cette visite a surtout permis à la ministre d'échanger directement avec les principaux acteurs du secteur. Pêcheurs, mareyeuses, fumeuses et autres professionnels ont exposé leurs conditions de travail, leurs préoccupations et leurs besoins prioritaires.

Des discussions ont également eu lieu avec les entreprises chargées de la construction et de la modernisation des infrastructures portuaires concernées. La ministre a rappelé l'importance que les autorités, sous la conduite du Président Mamadi Doumbouya, accordent à l'amélioration des conditions d'exercice des professionnels de la pêche.

La construction annoncée de 32 débarcadères s'inscrit dans cette politique. Ces infrastructures devraient permettre d'améliorer la sécurité et les conditions de travail des pêcheurs, mais également la conservation, la transformation et la valorisation des produits halieutiques.

Les professionnels rencontrés ont salué cette démarche de proximité, estimant que la présence de la ministre sur le terrain leur offrait l'occasion d'exposer directement les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

À l'issue de la tournée, la ministre s'est engagée à renforcer le suivi des différents chantiers et à œuvrer à la levée des obstacles constatés.

Au-delà de la construction des infrastructures, l'enjeu sera désormais d'assurer leur réalisation effective et leur fonctionnement durable afin que les investissements annoncés produisent des effets concrets sur les revenus des acteurs et le développement de l'économie maritime guinéenne.

Arouna Sidibé

2e Congrès international des soins de santé primaire : À Arusha, l'Afrique plaide pour des systèmes de santé plus forts et plus souverains



Dirigeants africains, experts de la santé et partenaires au développement sont réunis à Arusha, en Tanzanie, à l'occasion du 2e Congrès international des soins de santé primaire (IPHC 2026). Au centre des échanges : la nécessité d'accélérer la transformation des systèmes de santé primaire afin de renforcer la sécurité sanitaire, la souveraineté du continent et la marche vers la couverture sanitaire universelle.

Les travaux d'Arusha mettent en évidence un constat largement partagé : des systèmes de soins de santé primaire solides constituent le socle de toute politique sanitaire efficace. Ils représentent le premier niveau de contact entre les populations et les services de santé et jouent, à ce titre, un rôle déterminant dans la prévention, le dépistage et la prise en charge des maladies.

Le congrès offre ainsi aux responsables politiques, spécialistes et partenaires une plateforme pour partager leurs expériences, identifier des solutions innovantes et renforcer les collaborations susceptibles d'améliorer l'accès des communautés africaines à des services de santé de qualité.

Les discussions ont également insisté sur le lien entre soins de santé primaire et sécurité sanitaire. Les différentes crises sanitaires auxquelles le continent est confronté renforcent la nécessité de disposer de systèmes capables de détecter rapidement les menaces et d'y répondre au plus près des populations.

Au-delà de la sécurité sanitaire, les participants placent la souveraineté au cœur des réflexions. Pour l'Afrique, l'objectif est de bâtir progressivement des systèmes moins vulnérables aux chocs extérieurs et capables de répondre durablement aux besoins des populations.

Africa CDC, associé à cette mobilisation continentale, a salué l'engagement des dirigeants, experts et partenaires réunis à Arusha ainsi que l'accueil réservé par le gouvernement de la République-Unie de Tanzanie.

À travers l'IPHC 2026, le message porté depuis Arusha est donc clair : l'ambition d'une couverture sanitaire universelle en Afrique passera nécessairement par des soins de santé primaire accessibles, résilients et suffisamment financés. Un chantier majeur pour transformer durablement la santé publique sur le continent.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

TOURNOI VACANCES FOOT-FEMAFOOT 2026 : Près de 2 000 jeunes à la conquête des talents de demain



La Fédération Malienne de Football (FEMAFOOT) vient de donner le coup d'envoi de la première édition du tournoi « Vacances Foot-FEMAFOOT ». Lancée mercredi 9 septembre 2026 à Bamako, cette nouvelle compétition mobilise 1 920 jeunes footballeurs et ambitionne de renforcer le football à la base tout en détectant les futurs talents susceptibles d'alimenter les différentes sélections nationales.

Le terrain de l'ASKO, en Commune I du District de Bamako, a servi de cadre au lancement officiel de cette première édition. Le coup d'envoi a été donné par le président de la FEMAFOOT, Mahazou dit Baba Cissé, accompagné notamment du premier vice-président Bassala Touré et de plusieurs responsables fédéraux, présidents de Ligues régionales et autorités sportives et administratives.

Réservée aux jeunes footballeurs âgés de 11 et 13 ans, la compétition rassemble des participants issus de toutes les communes du District de Bamako, ainsi que des villes de Kati et Bougouni.

Sur le terrain, le COK a parfaitement réussi son entrée en compétition en dominant le Stade Malien de Bamako sur le score de 2-0, empochant ainsi les trois premiers points du tournoi. Foua Foot et l'ASOB se sont, pour leur part, séparés sur un score de parité (1-1).

Au-delà des résultats, la FEMAFOOT entend faire de « Vacances Foot » un véritable instrument de développement du football juvénile. L'objectif est de multiplier les possibilités de pratique, d'identifier précocement les jeunes talents et de constituer progressivement un vivier susceptible de renforcer les sélections nationales lors des futures échéances continentales et internationales.

La Fédération entend également promouvoir le principe d'égalité des chances en donnant aux jeunes issus de différentes localités la possibilité d'exprimer leur potentiel.

Avec 1 920 participants dès sa première édition, « Vacances Foot-FEMAFOOT » affiche ainsi une ambition importante : préparer aujourd'hui les footballeurs qui pourraient constituer, demain, la relève du football malien.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com